**Avis de l'Etat - PCAET CCPH
juillet 2024
Contribution de la mission TE / STATE / DDT78**

Thème	Sous-thème	Avis
Général		<p>Les documents sont bien structurés. Le diagnostic territorial est bien explicité et chiffré. Les éléments clés sont repris pour étayer la stratégie à court terme (2030) et à long terme (2050) avec une stratégie chiffrée et l'identification des enjeux. Le programme d'actions, qui répond à la stratégie, est clair mais il n'évalue pas suffisamment les besoins financiers et humains, et les indicateurs de suivi sont peu renseignés. On peut également regretter l'absence d'objectifs chiffrés qui mériteraient d'être précisés afin de rendre ce PCAET davantage opérationnel dans son suivi.</p>
Énergies (économies)	Résidentiel	<p>Le scénario énergétique retenu pour le PCAET est un scénario de sobriété énergétique, basée sur une rénovation énergétique massive des logements, en ciblant les ménages les plus précaires. L'objectif de réduction de la consommation énergétique est de 24 % d'ici 2030 par rapport à 2019 (de 552 GWh à 420GWh), et de 54 % d'ici 2050, afin de passer d'un coefficient énergétique (production/consommation) de 0,01 en 2019 à 0,26 en 2030. En ce qui concerne spécifiquement le secteur résidentiel, la baisse de consommation énergétique est évaluée à -22 % entre 2019 et 2030. Ces objectifs permettent de respecter la réglementation, et l'atteinte des objectifs nationaux.</p> <p>Une fiche action dédiée à l'habitat précise les actions qui seront en mises en place sur le territoire de la CCPH : rénovation de 400 logements collectifs et 1500 individuels d'ici 2030, remplacement de l'ensemble des chauffages au fioul (près de 2000). Des actions sont d'ores et déjà engagées dans ce sens, notamment à travers des actions de sensibilisation des ménages portées notamment par Energies Solidaires. On peut cependant regretter l'absence d'objectifs opérationnels d'ici 2030 dans les fiches actions H2-5, H3-6, H3-7 et H3-9</p>
Énergies (économies)	Tertiaire public	<p>Concernant les bâtiments publics, une convention CEP a été signée avec Energies Solidaires, ce qui permettra d'identifier les bâtiments prioritaires à rénover, dans le cadre du diagnostic CEP. De même le Contrat d'Objectifs Territorial, signé avec l'Ademe, permet d'évaluer et de suivre les actions menées pour rénover les bâtiments publics. Cependant, le PCAET de la CCPH gagnerait en opérationnalité si les objectifs 2030 étaient clairement définis dans la fiche H4-11</p>
Énergies (production)	Objectifs généraux	<p>L'objectif du PCAET est de faire passer la production renouvelable locale de 6 GWh en 2019 à 110 GWh en 2030, soit une multiplication par 18. Dans le même temps, le rapport entre la production</p>

		<p>renouvelable locale et la consommation finale passerait de 0,01 à 0,26, sachant que la consommation finale baisse entre ces deux années de 24 %. Parler en pourcentage plutôt qu'en rapport serait permettrait d'ailleurs gagner en clarté. Pour ce faire, le mix énergétique proposé est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Solaire photovoltaïque : 40 GWh (environ 200 000 m² de toitures) ; • Méthanisation : 35 GWh (2 méthaniseurs) ; • Bois-énergie : 10 GWh (500 chauffages bois) ; • PAC/géothermie : 10 GWh (500 PAC) ; • Eolien : 10 GWh (3 à 5 éoliennes) ; • Solaire thermique : 5 GWh.
Énergies (production)	Réseaux de chaleur	<p>Action R2-4 : <i>Développer des projets de géothermie</i>. N'est pas précisé de quel type de géothermie il s'agit. En l'occurrence, au regard de la disponibilité de la ressource et des besoins identifiés, il s'agira de géothermie de surface, qui se décline en 2 déclinaisons principales : la géothermie sur sondes, disponible partout, et la géothermie sur nappe, d'un potentiel variable. Il est à souligner que ce potentiel varie de fort à très fort sur le territoire de la CCPH (https://www.geothermies.fr/viewer/?extent=160639.7061%2C6163576.2128%2C392702.5239%2C6270588.0524&al=region/IDF).</p> <p>Quelques zones à potentiel et à fort potentiel ont déjà été prédéfinis par le Cerema via son outil EnRezo (https://cartagene.cerema.fr/portal/apps/experiencebuilder/experience/?id=d1e7a5b177d14c83b3be4f3be6af85cf). De plus, la CCPH pour s'appuyer sur les structures qui seront retenues par l'ADEME Île-de-France, dans le cadre de l'AMI animateurs Chaleur Renouvelable, pour développer des projets sur son territoire. Elle pourrait également s'appuyer sur le Contrat Chaleur Renouvelable dont pourrait bénéficier le bureau d'études Manergy pour mener une grappe d'études pour des petits projets, sous réserve que ce dernier soit lauréat de cette aide.</p>
Énergies (production)	Solaire	<p>3 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • R1-1 : <i>Informers, inciter, accompagner les particuliers dans leurs projets photovoltaïques</i>. Est mentionnée la volonté de diffuser les bonnes pratiques/guides sur l'intégration paysagère des panneaux. Un guide de ce type est justement en cours de rédaction par la DDT 78 pour une publication prévue d'ici début 2025. A ce sujet est bien mentionné dans la fiche action comme indicateur le nombre de PLU modifiés pour intégrer des dispositions relatives à l'installation de panneaux solaires, ce qui représente en effet souvent une contrainte à leur déploiement. Les ABF doivent également être associés le plus en amont possible pour les projets dans leurs secteurs d'intervention. • R1-2 : <i>Développer l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur le patrimoine public</i>. Les obligations réglementaires portant sur les bâtiments et parkings sont bien détaillées sans pour autant indiquer le calendrier défini par la loi, ce qui aurait pour intérêt de

		<p>prioriser les toits et ombrières à équiper. L'outil de la Région Île-de-France « Mon Potentiel Solaire » fournit des chiffres pour le potentiel pour les panneaux installés en toitures et sur ombrières (https://monpotentielsolaire.smartidf.services/fr).</p> <ul style="list-style-type: none"> • R1-3 : <i>Informer et inciter les particuliers à l'installation d'appareil de chauffage alimentés aux énergies renouvelables (Pompe à chaleur, panneaux solaires thermiques)</i>. Sans commentaire.
Énergies (production)	Méthanisation	<p>Action R3-5 : <i>Développer des structures productrices de biométhane par méthanisation en concertant massivement</i>. Pour déterminer le site d'implantation des deux potentielles unités de méthanisation, notamment quant à l'insertion paysagère, mais également se conformer à la réglementation en vigueur, la CCPH pourra s'appuyer sur le guide réalisé par la DDT 78 (https://www.yvelines.gouv.fr/contenu/telechargement/31375/201715/file/methanisation_17janvier.pdf).</p>
Énergies (production)	Éolien	<p>Action R4-6 : <i>Etudier les opportunités d'installations éoliennes</i>. L'étude de potentiel est la bienvenue car plusieurs zones de la CCPH sont assimilées comme étant des zones à moindres contraintes dans la cartographie régionale des zones de développement favorable à l'éolien réalisée par la DRIEAT (https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-regionale-des-zones-de-developpement-a12787.html).</p>
Économie circulaire	Déchets	<p>Action E1-3 : <i>Mutualiser la gestion des déchets entre les entreprises</i>. Les déchets concernés sont le carton, les palettes ainsi que les biodéchets. La question du tri et de la collecte des biodéchets pour les particuliers n'est mentionnée qu'au sein de l'action R3-5 dans le cas où des projets de méthanisation se réaliseraient. Pour autant, au titre de l'article L. 541-21-1 du Code de l'environnement, l'obligation de mettre en place un tri à la source des biodéchets s'applique, au plus tard le 31 décembre 2023, « à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets ».</p>
Économie circulaire	Matériaux biosourcés	<p>Action H1-4 : <i>Obliger toute construction neuve sur le foncier communautaire à respecter un cahier des charges strict</i>. Est prévue l'élaboration d'une charte d'aménagement et/ou un cahier de recommandations avec des critères ambitieux, dont des exigences sur l'intégration de matériaux biosourcés.</p>
Mobilités	Mobilités actives/douces	<p>4 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M1-3 (prioritaire) : <i>Développer un réseau cyclable plus grand, mieux sécurisé et mieux entretenu</i>. Le Schéma Directeur Cyclable envisagé par la CCPH est très ambitieux et porté politiquement par son Président. Bien qu'un certain nombre d'entreprises et d'habitants

		<p>semblent intéressés par le développement des aménagements cyclables sur ce territoire (cf. enquête vélo), la démarche de concertation semble insuffisamment prise en compte dans cette fiche action. La plus grande partie des aménagements prévus emprunteront des chemins ruraux, or certains agriculteurs s’y opposent ou du moins émettent un certain nombre de réserves. En témoigne l’attitude des agriculteurs face au projet d’aménagements cyclables entre Richebourg et Gressey. Les agriculteurs devront donc être pleinement associés pour que les aménagements prévus puissent voir le jour. Pour réaliser ce schéma, la CCPH pourra s’appuyer sur les différents financeurs dont l’État, via l’appel à projets « aménagements cyclables » (itinéraire par itinéraire), voire l’appel à programmes « territoires cyclables » (intégralité du schéma), dont le lancement est prévu vers septembre 2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> • M1-4 (prioritaire) : <i>Communiquer sur les outils utiles pour faciliter la pratique du vélo sur le territoire.</i> Sans commentaire. • M1-5 : <i>Favoriser la création de services associés à la pratique du vélo.</i> Sans commentaire. • M3-11 : <i>Encourager et inciter les entreprises à structurer la mobilité durable de leurs salariés.</i> Sans commentaire.
Mobilités	Transport en commun	Action M2-8 : <i>Adapter les transports en commun aux besoins du territoire.</i> Sans commentaire.
Mobilités	Autosolisme	<p>3 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mt-1 : <i>Communiquer et rendre attractive la sortie du modèle « tout voiture ».</i> Sans commentaire. • M2-6 (prioritaire) : <i>Faciliter la mise en relation et l’identification des covoitureurs.</i> Sans commentaire. • M2-7 (prioritaire) : <i>Dédier des espaces au covoiturage sur le réseau routier.</i> Sans commentaire. <p>Pour ces 3 actions, la CCPH pourra candidater à la mesure « Développement du covoiturage » du fonds vert, dans le cas où ce dernier serait reconduit en 2025. Elle pourra également candidater à la mesure « Développement des mobilités durables en zones rurales ».</p>
Mobilités	Décarbonation	<p>2 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M2-9 : <i>Développer la mobilité GNV et bioGNV pour les poids lourds et transports en commun.</i> Sans commentaire. • M3-12 : <i>Développer un réseau de stations de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur les parcs d’entreprise.</i> Est prévue l’élaboration d’un schéma directeur d’installation des IRVE sur le territoire, or le SEY dispose déjà d’un SDIRVE, qui inclut la CCPH, ce qui n’est pas mentionné dans la fiche action, bien que le SEY soit mentionné parmi les partenaires. Il

		est d'ailleurs à regretter qu'au sein de ce PCAET, le développement de ce réseau de stations de recharge ne soit prévu que sur les parcs d'entreprise et pas dans l'espace public.
Vulnérabilité	Adaptation	<p>La thématique de l'adaptation au changement climatique n'est déclinée que dans la fiche « agriculture et alimentation », en lien avec les agriculteurs. Elle pourrait être étendue à d'autres secteurs.</p> <p>Une association, comme l'association Espaces, présente sur d'autres territoires du département, pourrait utilement être mobilisée pour porter des actions du PCAET, par exemple en terme de désimperméabilisation des sols (parking, cours d'écoles...).</p>
Vulnérabilité	Valorisation des ressources environnementale et séquestration carbone	<p>Les risques naturels (inondations, ruissellement, retrait gonflement des argiles) sont traités dans le cadre d'un programme de sensibilisation des populations dans l'action Bt- 1 alors que le territoire est marqué par les risques naturels : des actions plus concrètes pourraient être envisagées.</p> <p>Le renforcement et la préservation des trames vertes et bleues représentent des actions prioritaires du PCAET mais les solutions fondées sur la nature (SFN) réellement prévues pourraient être plus explicitées. La mise en place d'une trame noire est bien programmée.</p> <p>La protection de la forêt est envisagée notamment pour favoriser la séquestration du carbone ou comme énergie renouvelable. Mais la prise en compte de ses autres aménités (et notamment la préservation de la biodiversité) n'est que peu mentionnée dans le cadre de la gestion durable de la forêt alors qu'elle représente un enjeu majeur. L'inventaire de la biodiversité est toutefois prise en compte dans la volonté de mettre en place un atlas communal de la biodiversité.</p> <p>En revanche, les enjeux liés à l'eau sont déclinés en plusieurs actions intéressantes et complémentaires : action B3-10 pour la préservation des mares et zones humides, action B3-11 sur la qualité de l'eau, action B3-12 sur l'entretien des cours d'eau, action B3-13 restauration des cours d'eau, action B3-14 sur la sobriété et la diminution de la consommation d'eau, action B3-15 sur l'absorption de l'eau et le stockage des eaux pluviales, action B3-16 sur la diminution des fuites d'eau potable.</p>
Vulnérabilité	Qualité de l'air et lutte contre les nuisances sonores	L'enjeu de la qualité de l'air est insuffisamment traité dans ce PCAET, alors que les mobilités durables sont globalement bien traitées dans ce PCAET. Cet enjeu de la qualité de l'air est uniquement mis en relation avec les EnR&R dans le cadre de l'action R2-3 puisqu'il est prévu de « sensibiliser aux bons comportements d'utilisation du chauffage au bois et la circulation de l'air en intérieur, ou organiser une campagne de sensibilisation sur la pollution par le chauffage au bois est

	<p><i>mise en place</i> ». L'enjeu de la lutte contre les nuisances sonores n'est quant à lui pas du tout traité. Sur ces deux enjeux, Bruitparif et Airparif ont réalisé début 2024 une première cartographie croisée de la qualité de l'air et de l'environnement sonore en Île-de-France (https://carto.airparif.bruitparif.fr/). Les communes concernées sont : Longnes (RD928), Bazainville (RN12), Maulette (RN12 et RD912) et Houdan (RN12 et RD912).</p>
Agriculture	<p>Remarques sur le programme d'actions (pages 90 à 100) :</p> <p>p.90 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cette fiche évoque surtout des actions en matière alimentaire, mais propose uniquement des indicateurs relatifs à l'amont agricole (EGES, conso énergie et séquestration C par l'agriculture) donc on constate une mauvaise adéquation entre objectifs et actions. Nous recommandons soit de produire des indicateurs sur l'alimentation (atteinte des taux EGAlim en restauration collective, vente directe), soit de renforcer les actions à destination de l'amont agricole, avec des mesures ciblées sur la consommation d'engrais ou les haies/agroforesterie. <p>p.91 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attention à la redondance sur les États généraux de l'alimentation, sachant que le CD 78 a mené des Assises de l'alimentation en 2023 et que le CRIF prévoit de faire un peu la même chose à l'automne 2024. - Sur l'élaboration du PAT : il est absolument nécessaire d'associer l'État (DDT, DRIAAF) pour l'accompagnement au moins au début. - il est fait mention du PAT Sud-Yvelines alors qu'il n'existe plus. <p>p.92 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mention du point accueil installation qui va être absorbé à court/moyen-terme dans "France Services Agriculture". Le point accueil est animé par JA et CARIF, mais il oriente ensuite les porteurs vers les services de l'État compétents. <p>p.93 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet de PAT affiche des ambitions en matière d'adaptation des cultures au CC. Bien penser à y introduire des éléments sur la sécurisation du revenu agricole et sur la consommation alimentaire afin de s'assurer que les nouvelles cultures trouvent des débouchés commerciaux. - Sur les haies, la CCPH a la possibilité de recourir au pacte en faveur de la haie, déployée dans le cadre de la planification écologique. - Sur l'adaptation des cultures à l'agroécologie, même remarque que précédemment sur la nécessité de prévoir des débouchés commerciaux et une réflexion de filière. Il ne s'agit pas seulement de

cultiver des lentilles, il faut aussi les acheter et les manger. Attention à une grosse erreur sur le digestat de méthanisation, qui remplace partiellement les engrais mais pas (du tout) les produits phytosanitaires.

- Comme pour beaucoup d'autres fiches action, on regrette le manque d'indicateurs de résultat. Il aurait été intéressant d'en ajouter un sur les surfaces en bio ou cultivées en légumineuses ?

p.94 :

- Se rapprocher de la DDEETS et de la DRIHL qui gèrent l'hébergement et l'aide alimentaire d'urgence, et qui pourraient s'associer à des actions auprès des Restos du Cœur ou de la Croix Rouge

p.96 :

- Dans le cadre des points de vente, attention aux redondances car de nombreux acteurs réalisent des cartographies. Rappeler qu'une condition de réussite d'un point de vente direct et local est de prendre en charge les contraintes logistiques et commerciales pour ne pas sursolliciter les agriculteurs.
- Attention à la marque "Bienvenue à la ferme" qui est portée par la CARIF et non par le MASA.

p.97 :

- Vigilance car les AMAP reposent sur des réseaux bénévoles qui peuvent connaître des problèmes de pérennité.

p.98 :

- Sur les légumeries, il est nécessaire d'être vigilant, car les initiatives individuelles ne permettent pas toujours de passer des seuils critiques de rentabilité. À moins de relocaliser fortement la production et la consommation de légumes, une légumerie aurait du mal à tourner sur le seul secteur de la CCPH. Il est donc conseillé de commencer par se rapprocher de la légumerie des Mureaux, dernière du 78 et qui a déjà des difficultés à tourner en continu.

p.99 :

- Le PCAET évoque la restauration collective mais celle-ci n'est pas uniquement scolaire ; il faut également penser au médico-social (hôpitaux, EHPAD) qui sont aussi soumis aux critères EGAlim.
- Le local ne peut pas être le seul critère : EGAlim prévoit aussi d'intégrer du bio et des signes de qualité en restauration collective. Il est conseillé de faire un lien avec la lutte contre le gaspillage et la végétalisation des menus pour compenser les éventuels surcoûts liés à la montée en gamme. Se rapprocher de la DRIAAF propose des formation pour les cantines. Rappel de l'obligation de remplir la plateforme ma-cantine.fr.

Aménagement durable	Sobriété foncière et ZAN	Les fiches « habitat et aménagement » reprennent la politique de ZAN mais ne prévoient pas d'observation de l'évolution foncière avec des objectifs chiffrés de consommation d'ENAF ou le recensement des projets d'imperméabilisation et de désimperméabilisation (qui pourraient être chiffrés ou cartographiés). Cet objectif pourrait être rajouté dans la rubrique des indicateurs d'impact et objectifs associés. L'objectif affiché dans la loi de réduction sur 10 ans à partir de la trajectoire de consommation est seulement repris dans « la déclinaison générale de la vision stratégique » sans être reprise ailleurs.
Aménagement durable	EcoQuartier	Le développement des EcoQuartiers est prévu (fiche H1-4) mais il n'existe aucun projet d'EcoQuartiers sur le territoire de la CCPH.